

L'ITALIE ET LA MÉDITERRANÉE : LES DÉFIS DU XXI^e SIÈCLE

La société italienne dans son ensemble porte un intérêt tout à fait particulier à l'importante question des migrations en Méditerranée. Elle vit la situation actuelle comme une crise et comme un défi tous azimuts, l'un des défis les plus importants que l'Italie ait à relever au XXI^e siècle. Un défi qui regarde directement la relation, historique et profonde, entre le peuple de cette péninsule et l'espace géopolitique que les Romains appelaient autrefois *Mare nostrum*, affirmant ainsi leur maîtrise sur la Méditerranée et sur les terres baignées par ses eaux.

Du *Mare nostrum* des Latins au *Mare nostrum* du XXI^e siècle, il y a loin ! Signe des temps, l'expression *Mare nostrum* a été utilisée il y a trois ans pour désigner une opération humanitaire, voulue par le Gouvernement de Rome et réalisée entre le 15 octobre 2013 et le 31 octobre 2014 : le but était de sauver les migrants qui traversaient la Méditerranée, du Sud au Nord, en direction de l'Europe, dans des conditions extrêmement précaires et souvent très dangereuses. Le besoin de sauver des vies humaines a poussé l'Italie à utiliser les bateaux de sa Marine militaire pour aider des étrangers à entrer en Europe de façon irrégulière. Mais la première règle de la « loi de la mer » est celle de sauver toute personne qui risque de se noyer. D'ailleurs, cette idée fondamentale, du besoin de sauver des vies humaines en danger, était clairement exprimée par le Pape dans son discours au Parlement européen, prononcé le 25 novembre 2014 à Strasbourg. « *On ne peut tolérer, a dit François, que la Méditerranée devienne un grand cimetière ! Dans les barques qui arrivent quotidiennement sur les côtes européennes, il y a des hommes et des femmes qui ont besoin d'accueil et d'aide* ». Accueil de la part de qui ? De l'Europe entière ou des seuls Italiens ? Il s'agit là d'un point-clef du débat au sujet de l'immigration. Un point très sensible.

C'est à la suite du naufrage du 3 octobre 2013, où plus de 366 migrants ont trouvé la mort, que le Gouvernement italien de l'époque, dirigé par Enrico LETTA, décida d'engager à grande échelle

les forces militaires italiennes pour porter secours aux personnes en difficulté dans la Méditerranée. Grâce à l'opération *Mare nostrum*. À partir du 1^{er} novembre 2014, *Mare nostrum* fut remplacée par l'opération *Triton*, organisée par Frontex, l'Agence communautaire qui s'occupe des frontières extérieures de l'Union européenne. Entre *Mare nostrum* et *Triton*, il y a d'abord une différence conceptuelle : la première de ces opérations était destinée à sauver des êtres humains en difficulté ; la seconde, à surveiller les frontières extérieures de l'espace communautaire. Une chose n'empêche pas l'autre, mais la « philosophie » n'est certainement pas la même. *Mare nostrum* s'appuyait sur les bateaux de la Marine militaire italienne ; *Triton*, sur des unités navales de différents pays européens, sous le « chapeau » de Frontex. *Mare nostrum* s'autorisait une intervention jusqu'aux côtes libyennes ; *Triton* souhaite rester dans les eaux territoriales européennes.

Mare nostrum ou *Triton*, les migrants ont continué à arriver sur les plages et dans les ports de la péninsule italienne. Et l'Italie n'a pas reçu, de la part de l'Union européenne, une aide suffisante pour gérer de façon efficace la question migratoire, ce qui contribua à désorienter une partie de l'opinion publique de la Botte. Les chiffres sont clairs. Les migrants débarqués en Italie, en provenance de la rive Sud de la Méditerranée, étaient 13.245 en 2012, 42.925 en 2013, 170.100 en 2014, 153.842 en 2015, 181.436 en 2016 et 119.369 en 2017. La réduction du nombre de migrants arrivés en Italie entre 2016 et 2017 est de 34,24 %. Elle n'est pas la conséquence de choix structurels pour résoudre à la racine les problèmes qui poussent certains peuples africains et asiatiques à s'expatrier (guerres, misère, persécutions) ; elle résulte des accords euro-libyens qui ont rendu les départs plus difficiles. Ces accords ont eu un coût pour les Européens, et des avantages pour les forces libyennes. L'accord fondamental fut celui de juin 2018 entre Rome et Tripoli. Une fois de plus, le langage des chiffres est très clair. En comparant le premier semestre 2016 au premier semestre 2015, on enregistre une augmentation du nombre des migrants débarqués en Italie. Ensuite, ce nombre a chuté brusquement, provoquant la baisse de 34,24 % constatée dans la comparaison entre les deux années pleines, 2016 et 2017. L'accord italo-libyen engage les forces de Tripoli dans la surveillance des côtes, grâce à des contrôles terrestres et à des interventions navales. En échange, la Libye a obtenu des aides économiques. Le cas italo-libyen n'est pas isolé, au contraire ! La stratégie des aides économiques, conditionnées par l'engagement anti-migration, s'impose, d'une façon ou d'une autre, dans la relation entre les deux rives de la Méditerranée (et aussi dans la relation euro-africaine, avec des pays comme le Niger et le Mali).

Ce modèle permet, certes, de limiter le nombre des migrants (comme on l'a bien vu dans le cas Turquie-Grèce et, plus récemment, dans le cas Libye-Italie) mais il présente quand même deux défauts : d'une part, il ne s'agit certainement pas d'une solution structurelle et, d'autre part, il expose à des risques considérables, les migrants coincés en Libye ou dans d'autres pays de transit. Beaucoup de migrants, originaires surtout de pays africains, ont aujourd'hui de grandes difficultés à quitter la Libye ou à retourner dans leurs terres d'origine. Ils survivent dans des conditions extrêmement précaires, dans un pays où la violence est le pain quotidien et où la vie humaine ne vaut pas cher.

L'actuelle « question méditerranéenne » a donc plusieurs aspects : humanitaire, économique, culturel, moral, politique, géopolitique, et chacun de ces aspects contribue à en faire un défi historique pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe. Ignorer l'importance de la « question méditerranéenne », en terme de migrations vers l'espace communautaire Italie, ne mène nulle part. Il faut en revanche comprendre les raisons, les modalités et les conséquences de ce phénomène, qui a évidemment deux aspects : les migrations en elles-mêmes, et la réaction d'extrême inquiétude de la société italienne devant la situation qui s'est créée ces dernières années. Inquiétude qui s'est répercutée sur les élections législatives du 4 mars 2018. Entre ces deux aspects, il y a un élément commun : l'Europe. En ce début du XXI^e siècle, une écrasante majorité d'Italiens est absolument persuadée de deux choses : 1) les actuelles migrations du Sud vers le Nord de la Méditerranée sont la conséquence directe de l'attaque militaire de la Libye par plusieurs pays (en premier lieu, la France et la Grande-Bretagne), qui a poussé cet État dans le chaos, la désagrégation nationale et l'instabilité chronique, et a créé dans d'autres pays voisins de la région (Égypte, Syrie) l'illusion que l'Occident serait intervenu n'importe où pour soutenir les « Printemps arabes » ; 2) l'Europe a substantiellement isolé et abandonné l'Italie dans la gestion du problème des migrations. À ce propos, il faut savoir que, pour l'année 2017, 13.918 migrants seulement, après leur arrivée en Italie, ont été pris en charge par le programme de réinstallation dans les autres pays européens (membres ou non de l'Union) et que, sur la base de ce programme, 11.464 seulement ont été effectivement transférés légalement, d'Italie vers un autre pays du Vieux continent. Le programme initial prévoyait la réinstallation de 20 000 migrants présents en Italie. Ce chiffre, déjà assez limité, n'a pas pu être respecté à cause de l'attitude, vraiment peu clairvoyante, de plusieurs Gouvernements. Cette situation ne peut qu'encourager l'émigration clandestine, d'Italie vers le reste de l'Europe. En 2017, l'Allemagne a accueilli à elle seule, sur la base du programme européen, 4.894 migrants qui se

trouvaient en Italie ; la Suède 1.214 ; les Pays-Bas 891 ; la Finlande 779 et la France 448. Sans faire partie de l'Union européenne, la Suisse et la Norvège ont accueilli respectivement 897 et 816 migrants arrivés en Italie.

En Italie, pendant la campagne électorale qui a précédé la consultation législative de ce 4 mars 2018, certains partis politiques ont affirmé que le défi moral et culturel lié à la question migratoire relevait de la défense même de notre identité d'Européens et d'Italiens. À mon avis, cette affirmation, utilisée parfois avec des sous-entendus xénophobes, est vraie pour une raison diamétralement opposée à ce dernier « mode d'emploi » ; une raison qui exprime très bien la nature culturelle du problème migratoire. En effet, les Européens en général et les Italiens en particulier risquent de nier leurs valeurs fondamentales s'ils ne sont pas en mesure de gérer la question migratoire dans tous ses aspects ; et, en premier lieu, celui de garantir immédiatement aux nouveaux venus un accueil digne de pays développés et civilisés. L'Italie toute seule peut difficilement résoudre les problèmes liés à l'accueil des migrants. Or plus l'Europe refusera de partager avec Rome les efforts nécessaires à la gestion de l'actuel état d'urgence, plus on détournera les Italiens de l'idée même d'intégration communautaire, en les poussant, par ailleurs, à tout faire pour faciliter dans l'ombre le départ des nouveaux venus vers d'autres pays de l'Union. Isoler l'Italie ne sert à rien, sauf à compliquer les problèmes existants et à en créer des nouveaux.

Sollicité par le journal *Le Monde*, en mars 1985, à s'exprimer sur la question de l'identité nationale, Fernand BRAUDEL l'interprète à la lumière du changement de chacun de nos pays européens par rapport aux autres. Il répond en parlant de la France, mais on peut parfaitement affirmer la même chose de l'Italie et d'autres pays de la Communauté. « La France, dit-il, a devant elle des tâches qu'elle devrait considérer avec attention, avec enthousiasme. Elle est devenue toute petite, non parce que son génie s'est restreint, mais en raison de la vitesse des transports d'aujourd'hui. Dans la mesure où, devenue toute petite, elle cherche à s'étendre, à agripper les régions voisines, elle a un devoir : faire l'Europe. Elle s'y emploie, mais l'Europe s'est accomplie à un niveau beaucoup trop haut. Ce qui compte, c'est de faire l'Europe des peuples et non pas celle des patries, des gouvernements ou des affaires. Et ce ne sera possible que par la générosité et la fraternité. » L'éclairage d'un grand intellectuel, connaisseur hors pair des pays de la Méditerranée, pose en même temps le problème de la défense de nos racines et de nos valeurs. Il le fait en donnant une vision optimiste de la construction européenne, indispensable à la

réalisation de cette tâche, et aussi à la participation de chacun de nos pays au nouveau contexte international globalisé. C'est à partir de la défense de ses valeurs qu'on défend sa propre identité. Encore faut-il que cette défense des valeurs se conjugue avec une politique viable et pragmatique ; une politique capable à la fois de prendre en compte l'immédiat et d'avoir une vision à long terme.

Étant en première ligne devant la vague migratoire, l'Italie a aujourd'hui une responsabilité particulière dans l'élaboration de propositions courageuses, généreuses et réalistes pour traiter le phénomène dans la Méditerranée. La stratégie de la coopération internationale ne peut que donner une importance prioritaire aux pays africains d'où viennent les migrants. Si ceux-ci quittent leur domicile, s'ils prennent des risques énormes pour arriver en Europe, c'est évidemment à cause de la situation dramatique de leur terre d'origine. En même temps, il faut savoir que l'Europe veut bien accueillir les persécutés mais ne peut pas accueillir indéfiniment tous ceux qui quittent leur pays pour des raisons économiques. Enfin, il est indispensable et extrêmement urgent que les pays du Sud de la Méditerranée retrouvent une véritable stabilité politique. En Libye, l'instabilité des dernières années a entraîné des dégâts énormes pour les Libyens et les migrants des autres pays africains. Depuis des années, les « marchands d'hommes » disposent d'une liberté d'action intolérable vis-à-vis de l'autorité libyenne et aussi européenne. Les pouvoirs politiques de plusieurs pays risquent d'être infiltrés et conditionnés par des formes de corruption, liées au transport clandestin d'êtres humains à travers la Méditerranée.

S'il est évident que toute personne en danger dans la Méditerranée doit être sauvée et assistée, il est clair aussi que le réseau des « marchands d'êtres humains » ne peut en aucun cas être toléré. S'il est évident que les réfugiés politiques doivent trouver un accueil digne, il est clair aussi que l'Italie ne peut pas devenir la destination d'une migration économique de grandes dimensions. S'il est évident que les pays riverains de la Méditerranée doivent faire leur part, face au problème migratoire, il est clair aussi que le reste de l'Europe ne peut pas s'en désintéresser.

Avant les défis politiques et économiques, l'Europe actuelle est confrontée à un véritable défi culturel : celui de gérer de façon concrète son ambition d'être une terre d'accueil. Le débat sur les migrations ne doit pas être dominé par la peur, la rancune ou l'émotion provoquée par des épisodes particuliers ou par des faits divers impliquant la présence d'étrangers. Il s'agit de la construction, en Europe, d'une culture de la coopération, de l'aide réciproque et de l'accueil des persécutés.

Ces dernières années, le défi culturel lié aux migrations dans la Méditerranée a été relancé par plusieurs intellectuels italiens. Parmi eux, le réalisateur Gianfranco Rosi dont le film *Fuocoammare*, au sujet de l'arrivée des migrants à Lampedusa, a obtenu l'*Ours d'or* à l'édition 2016 de la *Berlinale*. Pourtant, l'Italie constate une certaine timidité chez les intellectuels européens par rapport à la même question ; timidité constatée aussi chez certains intellectuels français qui, s'ils se sont battus en 2011 pour l'intervention en Libye, ont du mal aujourd'hui à s'exprimer sur les conséquences de cette initiative militaire.

Aujourd'hui, la stabilisation de la Libye est un défi fondamental pour l'Europe tout entière et, en particulier, pour l'Italie et la France, qui ont des relations politiques et économiques très étroites avec ce pays et, par conséquent, des responsabilités tout à fait particulières dans ce domaine. La stabilisation de la Libye inclut le respect de la vie et de la dignité des migrants actuellement présents dans ce pays : les réfugiés politiques doivent pouvoir trouver la sécurité et être accueillis dignement en Europe ; tandis que les autres doivent pouvoir repartir, en toute sécurité, dans leurs pays d'origine. Il est important, comme l'a dit le Président Emmanuel MACRON, que les contrôles sur le droit des migrants à être accueillis en Europe soient effectués avant la traversée de la Méditerranée. La stabilisation de la Libye est la condition *sine qua non* pour garantir la stabilité de la Méditerranée tout entière et pour combattre le problème de l'immigration clandestine.

Alberto TOSCANO

Écrivain, journaliste indépendant,
Président du Club de la presse européenne à Paris